

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

NUMERO SPECIAL

Matahiti 159
N° 21 - Numera Taae

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 18
no Me 2010

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Pages

Lois du pays

Loi du pays n° 2010-7 du 18 mai 2010 portant aménagement d'un régime d'exonération fiscale en faveur des petits producteurs d'électricité d'origine photovoltaïque	192
Loi du pays n° 2010-8 du 18 mai 2010 portant modification de l'article 12 <i>bis</i> du code des douanes	193



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

LOIS DU PAYS

LOI DU PAYS n° 2010-7 du 18 mai 2010 portant aménagement d'un régime d'exonération fiscale en faveur des petits producteurs d'électricité d'origine photovoltaïque.

NOR : SCD0901997LP

Après avis du haut conseil de la Polynésie française,

L'assemblée de la Polynésie française a adopté,

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article unique. — Le code des impôts est modifié ainsi qu'il suit :

1° - Le titre V de la première partie est complété d'un article LP. 368-2 rédigé ainsi qu'il suit :

- "LP. 368-2. — I - Les personnes physiques et morales se livrant, de manière habituelle, à la production d'électricité au moyen d'équipements photovoltaïques, sont exonérées de tous impôts, droits et taxes visés au présent code, à raison de la vente d'une partie de cette production, sous réserve du respect des conditions suivantes :
- pour chaque producteur, les équipements produisant l'électricité d'origine photovoltaïque doivent présenter des caractéristiques conformes à celles prévues par la loi du pays n° 2009-3 du 11 février 2009 portant aménagement d'un régime fiscal et douanier privilégié en matière d'énergie et de développement durable et par ses arrêtés d'application et leur puissance totale doit être au maximum de 10 kilowatt-crête (kWc) ;
- l'électricité photovoltaïque produite doit pourvoir aux besoins personnels, privés ou professionnels, du producteur et l'électricité non consommée doit être vendue exclusivement à des distributeurs appliquant des tarifs d'électricité arrêtés par le conseil des ministres ;
- la production vendue ne doit pas excéder 15 000 kilowattheures par période de douze mois décomptée à partir de la date d'effet du contrat d'achat des équipements.

II - Les producteurs visés au I sont dispensés de toute formalité de déclarations auprès du service des contributions.

Toutefois, les producteurs soumis à l'impôt sur les sociétés, ceux qui sont tenus à la production d'annexes à l'impôt sur les transactions en application de l'article D. 185-2 du code des impôts, ainsi que, plus généralement, ceux qui sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée à raison d'une activité patentable exercée par ailleurs, font apparaître le produit de la vente de leur production dans les résultats comptables communiqués au service des contributions et le portent en opérations non imposables dans le traitement fiscal.

III - Pour chaque opération de vente, les producteurs délivrent aux distributeurs agréés une facture dans les conditions prévues par la réglementation économique. Ils y portent la mention "Taxe sur la valeur ajoutée non applicable - article LP. 368-2 du code des impôts".

Toutefois, par dérogation à l'arrêté n° 692 CM du 16 juillet 1997 relatif à la facturation des produits et services en Polynésie française, lorsque le producteur est un particulier en ce que l'électricité photovoltaïque qu'il produit dessert exclusivement ses besoins personnels privés, la vente de l'électricité non consommée est appuyée d'une simple demande de paiement. Cette demande de paiement vaut facturation et justifie la prise en compte dans les résultats imposables du distributeur, de la charge correspondant à cette opération.

IV - En cas de non-respect de l'une des conditions prévues au I, les droits dont le producteur a été dispensé à tort sont mis à sa charge, selon les cas, dans le cadre de l'article D. 421-1 ou de l'article LP. 423-1 du présent code et majorés des pénalités prévues aux articles D. 511-1 et suivants."

2° - Le chapitre IV du titre Ier de la deuxième partie est complété d'un article LP. 443-4 rédigé ainsi qu'il suit :

- "Pour l'application de l'article LP. 368-2 du présent code, le service en charge de l'énergie communique chaque année au service des contributions la liste actualisée des producteurs d'énergie électrique photovoltaïque habilités, disposant d'un parc photovoltaïque d'une puissance maximale de 10 kilowatt-crête."

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 18 mai 2010.
Le Président de la Polynésie française,
 Gaston TONG SANG.

Le vice-président,
 Edouard FRITCH.

*Le ministre de la reconversion économique,
 du commerce extérieur, de l'industrie
 et de l'entreprise,*
 Teva ROHFRITSCH.

Pour le ministre de la santé
 et de l'écologie absent :
*Le ministre de la solidarité
 et de la famille,*
 Teura IRITI.

*Le ministre du développement des archipels
 et des transports intérieurs,*
 Louis FREBAULT.

Travaux préparatoires :

- Avis n° 31-2009 HCPF du 24 septembre 2009 du haut conseil de la Polynésie française ;
- Arrêté n° 476 CM du 9 avril 2010 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- Examen par la commission des finances le 28 avril 2010 ;
- Rapport n° 21-2010 du 28 avril 2010 de M. Robert Tanseau, rapporteur du projet de loi du pays ;
- Adoption en date du 11 mai 2010 ; texte adopté n° 2010-9 LP/APF du 11 mai 2010.

**LOI DU PAYS n° 2010-8 du 18 mai 2010 portant
 modification de l'article 12 bis du code des douanes.**

NOR : DD10903202LP

Après avis du haut conseil de la Polynésie française,

L'assemblée de la Polynésie française a adopté,

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er. — A la section I - "Généralités" du chapitre IV - "Conditions d'application de la loi tarifaire" du titre Ier - "Principes généraux du régime des douanes" du code des douanes de la Polynésie française, l'article 12 bis est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 12 bis. — I - Dans la mesure où il est établi à la satisfaction de l'autorité compétente qu'une personne a indûment acquitté des droits et taxes recouvrés selon les

procédures du présent code, qui résultent d'erreurs matérielles commises lors de l'établissement de la déclaration en douane, elle peut en obtenir le remboursement, à la condition que les droits et taxes n'aient pas été répercutés sur l'acheteur.

Sont considérées comme erreurs matérielles au sens des présentes dispositions, celles qu'un simple contrôle documentaire des pièces jointes exigées lors du dépôt de la déclaration suffit à établir : erreur manifeste commise par le déclarant, lors de la transcription sur la déclaration, des éléments (quantités, valeur, devise, origine) repris sur la facture ou sur d'autres documents joints à la déclaration.

Le remboursement est accordé sur demande déposée auprès du bureau de douane concerné avant l'expiration d'un délai de six mois qui suit la date d'enregistrement de la déclaration. Ce délai peut être prorogé si l'intéressé apporte la preuve qu'il a été empêché de déposer sa demande dans ledit délai par suite d'un cas fortuit ou de force majeure.

II - Le remboursement des droits et taxes perçus à l'entrée peut être accordé lorsqu'il est établi qu'au moment de leur importation, les marchandises étaient défectueuses ou non conformes aux clauses du contrat en exécution duquel elles ont été importées.

Le remboursement des droits et taxes est subordonné :

- soit à la réexportation des marchandises à destination ou pour le compte du fournisseur étranger ;
- soit à leur destruction, sous le contrôle du service des douanes, avec acquittement des droits et taxes afférents aux résidus de cette destruction.

Des arrêtés pris en conseil des ministres fixent les conditions d'application du paragraphe 2, et notamment le délai dans lequel la demande de remboursement doit être déposée après l'importation des marchandises."

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 18 mai 2010.
Le Président de la Polynésie française,
 Gaston TONG SANG.

*Le ministre de la reconversion économique,
 du commerce extérieur, de l'industrie
 et de l'entreprise,*
 Teva ROHFRITSCH.

Travaux préparatoires :

- Avis n° 2-2010 HCPF du 18 février 2010 du haut conseil de la Polynésie française ;
- Arrêté n° 461 CM du 8 avril 2010 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- Examen par la commission des finances le 28 avril 2010 ;
- Rapport n° 20-2010 du 28 avril 2010 de M. Nicolas Bertholon, rapporteur du projet de loi du pays ;
- Adoption en date du 11 mai 2010 ; texte adopté n° 2010-8 LP/APF du 11 mai 2010.